

sous la direction de  
**FRÉDÉRIC LESEMANN**  
**YVES BOISVERT**  
**DIANE SAINT-PIERRE**

**PARTICIPER à L'ÉVOLUTION**  
**des SCIENCES SOCIALES,**  
un DÉFI pour les PARTENAIRES  
de la RECHERCHE

**Actes du colloque du 20<sup>e</sup> anniversaire**  
**de l'INRS-Culture et Société – IQRC**

Éditions de l'IQRC

## *Conclusion*

### **De l'IQRC à l'INRS : une institution de recherche au cœur de l'évolution des sciences sociales au Québec**

*Fernand Harvey, Professeur titulaire,  
Chaire Fernand-Dumont sur la culture, INRS-Culture et Société*

L'INRS-Culture et Société, né de l'Institut québécois de recherche sur la culture, célèbre le 20<sup>e</sup> anniversaire de sa fondation. Pour une institution, c'est encore bien jeune ; même à l'échelle du Québec. Tenter de situer son apport à l'évolution de la recherche en sciences sociales au Québec peut paraître dès lors quelque peu téméraire. D'autant plus que ce bilan provisoire est le fait d'un acteur de l'intérieur qui a eu la chance d'être aux premières loges au moment de sa fondation et qui a été témoin des phases de son évolution. Il y a là un biais subjectif qu'on ne saurait nier et j'en suis parfaitement conscient. Néanmoins, ce qui est perdu en distance critique peut être compensé par la vision développée de l'intérieur, seule capable dans un premier temps de rendre compte du vécu d'un centre de recherche. Je laisse à d'autres le soin de situer plus tard l'apport de l'IQRC-INRS-Culture et Société aux études sur la culture dans une perspective critique plus générale.

Mon point de vue sur l'évolution d'une institution de recherche dont l'originalité me paraît évidente ne consistera pas à faire une énumération détaillée de toutes ses réalisations, ni à décrire l'ensemble des projets de recherche qui ont fait l'objet de publications. Mais c'est à tous les acteurs de la vie scientifique de notre centre que je me réfère en voulant dégager les lignes de force de l'institution depuis ses origines.

Avant d'entreprendre ce bilan rétrospectif, je me permettrai de me référer au présent, comme à une sorte de révélateur pour l'institution qui compte déjà deux décennies de recherche sur la culture et les transformations de la société québécoise.

Lors d'une conférence prononcée en février 1999, Marc Renaud, président du Conseil de recherche en sciences humaines du Canada, évoquait les choix difficiles qui se posent à la recherche en sciences sociales dans la conjoncture actuelle. Selon lui, l'institution universitaire dans sa conception classique est contestée au nom d'idéologies utilitaires ; la recherche libre fait également l'objet d'une remise en cause, non seulement par l'industrie privée, mais également par l'État, pourvoyeur de fonds. On exige maintenant de l'université et de la recherche en sciences sociales qu'elles prouvent leur utilité pour la société, comme c'est le cas pour la recherche en médecine ou en technologie. On parle de plus en plus d'imputabilité de la recherche, de diversité des connaissances dans le contexte d'une économie du savoir, de recherche stratégique liée aux priorités gouvernementales, de formation ciblée au profit des jeunes générations et de la nécessité d'adapter et de communiquer les connaissances au grand public<sup>1</sup>. Toutes ces idées qui circulent créent une tension entre la recherche libre et la recherche stratégique ; elles seront sans doute évoquées au cours de ce colloque. J'aimerais pour ma part les conserver à l'esprit en évoquant l'histoire institutionnelle et intellectuelle de l'IQRC-INRS.

Je ne crois pas me tromper en affirmant que l'IQRC-INRS-Culture et Société a été à l'avant-garde en ce qui concerne la préoccupation pour la pertinence sociale de la recherche. Par ailleurs, par son statut et à cause de sa fragilité, l'institution a été un témoin de première ligne des profonds changements sociopolitiques survenus dans le monde de la recherche en sciences humaines au Québec et au Canada depuis 20 ans. C'est autour de ces deux dimensions qui fondent, jusqu'à un certain point, l'originalité de l'IQRC-INRS-Culture et Société au sein de la communauté scientifique que j'aimerais articuler l'essentiel de mon exposé.

## 1. L'INSTITUTION ET SON ENVIRONNEMENT SOCIAL ET POLITIQUE

Commençons par le second point : celui des transformations rapides du contexte sociopolitique et de ses effets sur les stratégies de recherche de l'institution.

---

1. Notes du discours prononcé par M. Marc Renaud, président du CRSH à la 30<sup>e</sup> conférence Sorokin annuelle, University of Saskatchewan, 4 février 1999, 16 p. [<http://www.sshrc.ca>].

## Conclusion

Créé en 1979 en vertu d'une loi de l'Assemblée nationale<sup>2</sup>, l'Institut québécois de recherche sur la culture peut se réclamer d'une double lignée généalogique : celle de l'État québécois et celle de la faculté des sciences sociales de l'Université Laval. Du côté de l'État, la création d'un tel institut ne fut pas le résultat d'une décision arbitraire et spontanée ; l'idée avait été évoquée pour la première fois dans le livre blanc sur la culture du ministre Pierre Laporte écrit en 1965 mais qui ne fut jamais rendu public ; elle sera reprise dans le livre vert sur la culture de 1976 du ministre Jean-Paul L'Allier sous le nom d'Institut d'histoire et de civilisation du Québec. Un groupe de travail présidé par l'ancien sous-ministre Guy Frégault fut chargé d'étudier la faisabilité d'un tel projet. Le changement de gouvernement à l'automne de 1976 n'a pas interrompu le projet puisque le Comité Frégault remet son rapport au ministre des Affaires culturelles, Louis O'Neill. Au printemps de 1978, le livre blanc sur la Politique québécoise du développement culturel du ministre Camille Laurin entérinait les conclusions du rapport Frégault. Par la suite, un projet de loi créant l'Institut québécois de recherche sur la culture était adopté par l'Assemblée nationale en juin 1979. Fernand Dumont était nommé président et directeur scientifique du nouvel institut peu de temps après, alors que Jean Gagné assurait la fonction de directeur général. Sans perdre de temps, l'IQRC engageait ses premiers chercheurs à partir d'avril 1980.

L'IQRC se voyait confier trois mandats : poursuivre des recherches à long terme sur la nature et l'évolution de la culture québécoise, mener des investigations sur le développement culturel au Québec et aménager la concertation des études québécoises et contribuer à une meilleure diffusion des travaux qui en résulteront (Harvey, 1991 : 24). Pour réaliser cette tâche, le nouvel institut bénéficiait d'une marge de manœuvre intéressante. Doté d'un budget indexé de 1,5 million de dollars la première année, il disposait de son propre conseil d'administration pour assurer sa nécessaire indépendance par rapport à l'État et aux ministères.

Voilà pour la première lignée généalogique. La seconde, à caractère plus intellectuel qu'administratif, puise ses racines dans la faculté des sciences sociales de l'Université Laval. En 1967, cette faculté avait mis sur pied un institut supérieur des sciences humaines, dont l'idée remontait au début des années 1960 dans la foulée de la fondation de la revue *Recherches*

---

2. Lois du Québec, 1979, chap. 10.

*sociographiques* (Gagnon, 1988 : 114). Fernand Dumont assume alors la direction de cet institut interdisciplinaire et entreprend un vaste programme de recherche sur les « Mutations de la société québécoise, 1941-1971 ». L'Institut disparaît au milieu des années 1970, mais l'expérience avait créé un précédent en matière de recherche en sciences humaines. Au moment de lancer l'IQRC, l'Université Laval accepte de prêter Fernand Dumont qui donnera à ce centre de recherche son impulsion et ses grandes orientations de départ. J'aurais l'occasion d'y revenir plus loin.

À partir de 1983, après les années de démarrage, l'IQRC structure ses activités de recherche en fonction de cinq grands chantiers de recherche dirigés chacun par un chef de chantier. Bien que les thématiques seront quelque peu modifiées en cours de route, cette structure demeurera la même jusqu'à l'intégration de l'IQRC à l'INRS en janvier 1994.

Si les structures internes de l'IQRC ont assuré une relative cohérence et une stabilité dans l'organisation de la recherche, il n'en va pas de même en ce qui concerne l'environnement extérieur. Créée à une époque d'optimisme qui ne remettait pas encore en cause l'État-providence, la jeune institution a dû faire face assez rapidement à des turbulences qui auraient pu lui être fatales. En 1986, alors que la productivité de l'Institut était remarquable et que les Éditions de l'IQRC avaient publié 16 titres au cours de l'année, le comité Gobeil, de triste mémoire, institué par le gouvernement Bourassa pour amorcer le virage néolibéral de l'État, recommandait son abolition pure et simple. Bien que la recommandation n'eut pas de suite, elle ébranla profondément l'Institut qui chercha à se mettre à l'abri d'un prochain coup dur<sup>3</sup>. Divers scénarios de sauvetage furent envisagés, dont un rattachement à l'Université Laval, avant que ne soit finalement retenue la solution d'intégration de l'IQRC à l'Institut national de la recherche scientifique en janvier 1994.

Avec le recul du temps, on peut considérer que la période d'instabilité qui s'étend de 1986 à 1993 fut finalement salutaire. D'autant plus que les réductions budgétaires annuelles successives survenues au cours de cette période, soit avant la vague de compressions qui frappera les universités quelques années plus tard, ont forcé l'IQRC à revoir ses stratégies de

---

3. Tout porte à croire que l'intervention de Claude Ryan, alors ministre de l'Éducation, auprès de ses collègues du cabinet fut décisive pour la survie de l'IQRC en 1986-1987.

## *Conclusion*

financement axées jusque-là sur la subvention statutaire, afin de ne pas mourir d'asphyxie. Au moment de sa fondation, l'Institut avait adopté le modèle universitaire de la recherche libre, pondéré par une identification interne des priorités sociales. Le rôle de l'intellectuel était de définir ces priorités sociales, sans être pour autant lié aux demandes particulières de l'État ou de ses ministères. La crise financière força les chercheurs à revoir cette stratégie et à accepter des commandites et autres contrats de recherche, à condition qu'ils s'inscrivent dans la programmation scientifique du centre. De plus, la nécessité étant la mère de l'invention, un mode de financement original fut peu à peu mis en place pour soutenir l'ambitieux chantier sur les histoires régionales ; il faisait participer, dans une proportion majoritaire et sans cesse croissante, les milieux régionaux au financement de chacun de ces projets<sup>4</sup>. Enfin, l'accès aux organismes subventionnaires, tels le CRSH et le FCAR, impossible à l'origine compte tenu du statut paragouvernemental de l'IQRC permettait également de compenser pour le déclin irrémédiable de la subvention statutaire.

En s'intégrant à l'INRS, l'IQRC a dû changer de culture organisationnelle, tout en cherchant à maintenir la politique de développement et d'autofinancement de ses nouvelles activités de recherche. C'est dans cet esprit que l'INRS-Culture et Société a été sensible à la nouvelle problématique de la recherche stratégique définie par les organismes subventionnaires tels que le CRSH, le FCAR et le CQRS, tout en obtenant divers contrats de recherche auprès de ministères québécois et fédéraux et d'autres instances plus éloignées de la recherche, tels que Téléfilms Canada et diverses entreprises privées, sans oublier des conseils de bande et des organismes autochtones. Le financement d'activités de recherche en équipe par des partenaires multiples s'est accru encore davantage à partir de 1994, notamment dans le cas du Partenariat sur la famille, l'Observatoire sur la jeunesse, les études autochtones et, bien sûr, les histoires régionales. Plus récemment, la création de fonds de dotation en relation avec la Chaire Fernand-Dumont sur la culture, l'Observatoire sur les jeunes et le Centre de recherche sur les communautés francophones d'Amérique est venue ajouter un nouveau volet dans la stratégie de financement de l'INRS-Culture et Société.

Cette stratégie de financement tous azimuts ne doit pas masquer pour autant la dure réalité. L'INRS-Culture et Société, héritier de l'IQRC, doit

---

4. M. Georges Lamy, alors directeur administratif de l'IQRC, fut l'architecte de cette formule de financement.

sa survie et son développement à sa capacité d'adaptation à un environnement devenu peu réceptif à la recherche en sciences sociales, surtout s'il entend maintenir un espace pour la liberté du chercheur. Il est permis de penser que le capital de crédibilité acquis par l'ex-IQRC a permis de traverser la tempête tout en songeant à la relève. Et cette crédibilité, l'Institut la doit non seulement à son fondateur, Fernand Dumont, qui en a assuré la présidence de 1979 à 1991, mais aussi à ses chercheurs et assistants de recherche qui ont développé leurs propres approches, à son personnel de direction et de soutien qui a participé à l'esprit général de l'institution et enfin à sa maison d'édition qui a permis d'assurer la visibilité publique de l'IQRC-INRS, tout en maintenant un créneau nouveau pour l'édition savante, jugée peu rentable par l'entreprise privée. Les quelque 220 titres publiés par les Éditions de l'IQRC depuis leur fondation témoignent à la fois du rôle intellectuel et social joué par l'Institut et de sa volonté à communiquer les résultats de ses recherches au sein de la communauté scientifique et parmi les intervenants sociaux et le grand public<sup>5</sup>. Il en va de même des séries documentaires pour la télévision réalisées sur les régions du Québec, sur la culture québécoise et sur les Francophonies d'Amérique. En somme, l'exigence récente faite aux universités de communiquer au public le résultat de leurs recherches est inscrite dans la philosophie de l'IQRC-INRS depuis ses débuts.

## 2. INNOVATION ET PERTINENCE SOCIALE DE LA RECHERCHE

Le temps me manque pour rendre justice à tous mes collègues et aux innombrables équipes de recherche qui ont animé depuis 20 ans la vie de l'Institut. Combien sont-ils ? Sans doute plus de trois cents chercheurs et assistants qui ont été engagés directement à certaines recherches, sans compter les chercheurs associés en provenance de l'Université Laval, de l'Université de Montréal, du réseau de l'Université du Québec et de bien d'autres institutions. C'est peut-être grâce à son statut d'origine, à mi-chemin entre le réseau universitaire et l'appareil d'État, que l'IQRC a pu servir de « terrain neutre » pour construire des solidarités scientifiques et des lieux de concertation. Cette idée de concertation était, du reste, inscrite dans son mandat et le modèle s'est maintenu au sein de l'INRS par la suite.

---

5. Pour les publications destinées au grand public, voir la collection « Diagnostic », la collection « Les régions du Québec » et la collection « Histoires des régions du Québec en bref ».

## Conclusion

Je me crois justifié d'affirmer que l'IQRC-INRS a innové dans plusieurs secteurs des sciences humaines, dans la mesure où il a su, dès le départ, établir ses priorités de recherche, en tenant compte non seulement de la liberté académique du chercheur, mais bien davantage de la pertinence sociale de sa programmation. Autrement dit, les chercheurs engagés par l'IQRC à ses débuts ont été invités à développer des champs de recherche précis, répondant à des besoins non comblés par d'autres institutions de recherche. Une telle exigence de recherche orientée était d'autant plus justifiable que ces chercheurs n'étaient pas astreints à une tâche d'enseignement, comme dans le cas des professeurs d'universités.

Au moment de la création de l'Institut québécois de recherche sur la culture, en 1979, il y avait peu de centres de recherche interdisciplinaires en sciences humaines au sein des universités québécoises et ceux qui existaient disposaient de ressources humaines et financières limitées, sans compter que les professeurs rattachés à ces centres devaient se consacrer en priorité à des tâches d'enseignement (tableau 1). L'engagement à plein temps par l'IQRC d'une dizaine de chercheurs *senior* entourés d'équipes de collaborateurs et d'assistants a constitué un changement important dans le paysage de la recherche en sciences humaines au Québec, comme en témoignent les nombreux ouvrages individuels et collectifs publiés au cours des années 1980 et 1990.

Les thématiques de recherche définies au départ ont été décisives pour l'orientation ultérieure de l'IQRC ; ces thématiques font référence aux conséquences des changements culturels sur la famille, les âges, les sexes et les générations, aux problèmes d'aliénation de la culture populaire, à l'importance des phénomènes liés à l'institutionnalisation de la culture, à l'émergence du pluralisme ethnoculturel et à la place des régions dans le développement du Québec. On reconnaîtra dans ces thématiques originelles des préoccupations que l'on retrouve dans plusieurs ouvrages de Fernand Dumont, notamment dans *Le sort de la culture*. À l'automne de 1996, l'INRS-Culture et Société convient de renouer avec la formule des chantiers abandonnée depuis trois ans et définit quatre grands *domaines* de recherche : le lien social, la culture, les régions et les autochtones. On pourrait retracer dans chaque cas des filiations et des préoccupations de recherche qui remontent aux origines de l'institution, malgré la transformation des problématiques et l'apparition d'objets de recherche tels que la culture autochtone, la ruralité et les histoires institutionnelles.



**TABLEAU 1**  
**Centres de recherche en études québécoises**  
**avant et après la création de l'IQRC en 1979**  
**(excluant les groupes de recherche)**

	1979	
1947 Institut d'histoire de l'Amérique française (Montréal) – IHAF	IQRC	1983 Centre de recherche en littérature québécoise, Université Laval – CRÉLIQ
1958 Centre de recherche en civilisation canadienne-française, Université d'Ottawa – CRCCF		1986 Centre interuniversitaire d'études québécoises, Université Laval – UQTR – CIEQ
1961 Dictionnaire biographique du Canada, Université Laval – DBC		1989 Chaire d'étude sur les francophones en Amérique du Nord, Université Laval – CÉFAN
1967 Institut supérieur des sciences humaines, Université Laval – ISSH (aboli en 1975)		1991 Centre d'études ethniques de l'Université de Montréal – CÉTUM
1970 INRS-Urbanisation, Montréal [à l'origine : Centre de recherche en études urbaines – CRUR]		
1972 Centre interuniversitaire de recherche sur les populations – UQAC – SOREP		
1975 Centre d'études québécoises, Université de Montréal – CEQ		
1976 Centre d'études sur les lettres, les arts et les traditions des francophones en Amérique du Nord, Université Laval – CÉLAT		

## *Conclusion*

Si l'INRS-Culture et Société devait disparaître demain ou un jour, que laisserait-il en héritage ? Je me permettrai ici une sélection toute personnelle en rapport avec les champs de recherche en sciences sociales où l'Institut a principalement été actif.

En premier lieu, l'IQRC-INRS a contribué à problématiser le champ de la culture qui avait été réduit pour bon nombre d'intellectuels des années 1970 à une adéquation avec les idéologies. Différents champs de recherche ont aussi bénéficié de l'apport de l'IQRC-INRS, lequel a souvent joué le rôle de précurseur par ses travaux inédits. Ainsi, au moment où l'IQRC lançait son programme de recherche sur la condition féminine en se préoccupant non seulement de la vie au travail mais aussi de la vie privée et de la famille, le mouvement féministe accordait peu d'importance à ces questions. Les recherches sur le couple et sur la famille étaient, du reste, peu valorisées au début des années 1980 et les nouveaux modèles de famille en émergence, particulièrement celui de la famille monoparentale, n'avaient pas fait l'objet d'analyses approfondies. De la même façon, la recherche sur les jeunes a longtemps été négligée au Québec, si l'on fait exception des travaux de certains pionniers. L'IQRC s'est ainsi intéressé aux jeunes chercheurs, aux jeunes artistes et aux jeunes chômeurs avant d'élargir récemment ce champ d'investigation pour en faire un observatoire sur la jeunesse. À l'autre bout du spectre des âges, on pourrait souligner les préoccupations manifestées par des chercheurs du centre pour l'étude des personnes âgées et des phénomènes de vieillissement.

L'IQRC a également joué un rôle de pionnier dans le développement des études ethniques. Au moment de lancer son chantier sur les communautés ethnoculturelles en 1980, bien peu de chercheurs dans les universités francophones du Québec s'intéressaient à ce champ de recherche, lequel a connu une expansion considérable par la suite dans différents milieux. Quant aux chercheurs de l'IQRC, après avoir développé une approche centrée sur les communautés, notamment les Juifs, les Chinois et la communauté anglo-québécoise, ils ont recentré leurs études sur des thématiques transversales liées à l'intégration, au pluralisme, à la citoyenneté et à l'immigration en milieu rural, à partir de 1987.

Dans le champ voisin, mais distinct des études autochtones, l'INRS-Culture et Société a ouvert des voies nouvelles de collaboration avec les leaders des communautés autochtones – notamment les Cris de la Baie-

James – sans pour autant sacrifier aux exigences méthodologiques de la recherche appliquée.

La mesure du changement social et culturel a aussi fait l'objet de percées méthodologiques qui méritent d'être soulignées. Alors que la problématique des industries culturelles émergeait au début des années 1980, sans qu'on puisse trop savoir comment l'aborder faute de données fiables, le vaste programme des statistiques culturelles lancé par l'IQRC allait permettre de mieux cerner les phénomènes liés à la diffusion culturelle pour lesquels les États modernes ne disposaient pas jusque-là d'instruments de mesure. De ces acquis quantitatifs allaient découler diverses analyses subséquentes sur les pratiques culturelles des Québécois. Dans la foulée de ces études quantitatives il faut ajouter le projet international sur les tendances sociales dont l'IQRC a été le maître d'œuvre pour le Québec, parallèlement à des projets analogues amorcés dans différents pays dont les États-Unis, la France, l'Espagne, la Russie, etc. Les publications qui en ont découlé ont permis de mieux cerner les grandes directions du changement social au Québec entre 1960 et 1991, en plus de faciliter des comparaisons éclairantes avec d'autres sociétés industrialisées.

Quant au champ de la culture instituée, s'il n'a pas bénéficié d'une production aussi abondante à l'IQRC en comparaison avec d'autres secteurs, il faut néanmoins souligner différentes recherches récentes en sociologie de l'art et autour du statut professionnel de l'artiste. La Chaire Fernand-Dumont sur la culture, instituée en 1998, se propose également de développer, parmi ses axes de recherche, celui de la transmission de la culture et celui de l'éthique publique. Le lancement au printemps 1999 d'*Éthique publique*, une nouvelle revue internationale d'éthique sociétale et gouvernementale publiée sous les auspices de la Chaire, vient combler un vide dans le domaine de l'éthique appliquée pour les chercheurs de la Francophonie internationale.

Enfin, je m'en voudrais de passer sous silence un domaine qui m'est cher, celui des histoires régionales. La publication de ces histoires régionales est suffisamment connue dans les milieux scientifiques et parmi le grand public sans qu'il soit nécessaire d'insister davantage sur l'intérêt et la pertinence sociale de cet ambitieux projet qui couvrira à terme l'ensemble des régions du Québec. Qu'il suffise de rappeler que la réalisation de tels projets définis en fonction du cadre régional n'allait pas de soi en 1980, pour les milieux scientifiques, les intervenants régionaux ou le grand public. La

## Conclusion

notoriété de ces projets, attestée par le succès des campagnes de financement régionales et par le volume des ventes en librairie démontre qu'ils répondaient à un besoin. Ils rendent maintenant possibles diverses analyses thématiques interrégionales, tout en devenant incontournables pour l'historiographie.

D'une façon générale, l'IQRC-INRS-Culture et Société, par ses projets de recherches en partenariat, par ses colloques, par ses publications et autres produits dérivés a contribué à une meilleure connaissance des phénomènes culturels et sociaux contemporains à partir d'un terrain privilégié : celui de la société québécoise. Cette expertise accumulée depuis 20 ans est le produit d'une institution originale dans le champ des études culturelles au Québec ; elle fait même l'envie de nos collègues du Canada anglais qui n'ont pas d'institution de recherche équivalente. Certes, l'institution a beaucoup changé depuis l'époque de l'IQRC. La programmation scientifique actuelle est devenue plus complexe, reflétant en cela le nouveau rôle d'initiateurs de la recherche et de son financement dévolu aux professeurs-chercheurs dans la culture organisationnelle de l'INRS (*Rapport quinquennal*, 1999). Mais les intentions et les intuitions de départ demeurent.

Pour qui veut être optimiste face à l'avenir, malgré les présentes difficultés financières, il y a lieu de penser que cette expertise québécoise en matière de recherche culturelle et sociale est maintenant mûre pour diffusion internationale. Car pourquoi les petites sociétés seraient-elles condamnées à importer l'expertise et les théories en provenance d'ailleurs ? Là-dessus, je pense que Fernand Dumont serait tout à fait d'accord.

## BIBLIOGRAPHIE

- Dumont, Fernand (1987), *Le sort de la culture*, Montréal, L'Hexagone.
- Gagnon, Nicole (1988), « Le département de sociologie, 1943-1970 », dans Faucher, Albert (dir.), *Cinquante ans de sciences sociales à l'Université Laval*, Sainte-Foy, Faculté des sciences sociales.
- Harvey, Fernand (1991), *L'Institut québécois de recherche sur la culture et les sciences humaines au Québec. Un bilan*, Québec, IQRC.
- INRS-Culture et Société (1999), *Rapport quinquennal* (janvier 1994-mai 1999), INRS-Culture et Société, Montréal et Sainte-Foy.